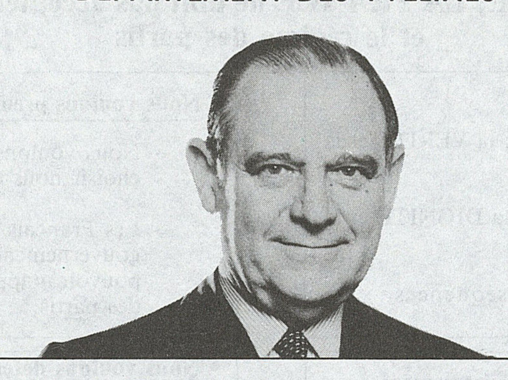
REPUBLIQUE FRANÇAISE - ELECTIONS LEGISLATIVES DU 16 MARS 1986

DÉPARTEMENT DES YVELINES



Raymond Barre

Madame, Monsieur,

Christine BOUTIN et Robert DELOROZOY se sont engagés dans le combat des élections législatives et régionales avec des femmes et des hommes libres, solidaires et responsables, réunis par les mêmes convictions.

Je soutiens Christine Boutin et sa liste «RASSEMBLER LES YVELINES POUR LA FRANCE» qui témoignent du renouveau dans la fidélité à l'esprit et aux institutions de la Vᵉ République. Je me réjouis de soutenir Robert Delorozoy et sa liste «RASSEMBLER LES YVELINES POUR L'ILE DE FRANCE» car j'ai pour lui une vive estime et je ne saurais oublier son efficacité au Parlement Européen et le dévouement dont il a fait preuve au service de la France et de la région à laquelle il appartient.

Dans les Yvelines, les listes «RASSEMBLER LES YVELINES POUR LA FRANCE» et «RASSEMBLER LES YVELINES POUR L'ILE DE FRANCE» permettront à l'opposition de plus et mieux mobiliser les électrices et les électeurs qui veulent mettre un terme à l'expérience du «socialisme à la française» et provoquer l'alternance globale, la seule qui permettra de retrouver la voie du redressement et du progrès. Seule une victoire franche et massive de l'opposition le 16 Mars permettra d'engager le pays sur la voie du renouveau.

C'est pourquoi je vous demande personnellement de leur accorder vos suffrages.

Christine BOUTIN • Philippe GAYET • Emeric GROS • Gérard-Charles MARTIN • Marie-Laure VANIER
Patrick MICHEL • Dominique PERRIN • Chantal GANNE • Christiane BINOT
Hubert DABESCAT • Jacques SAUNIER • Dominique VAUCHÉ • Marc JOZAN • Robert DELOROZOY



RASSEMBLER LES YVELINES POUR LA FRANCE

Liste d'union pour la défense de la V° République et le soutien à l'action de M. Raymond BARRE

«RASSEMBLER LES YVELINES POUR LA FRANCE»

Après l'ECHEC ECONOMIQUE, LA FRANCE ne doit pas accepter l'AVENTURE POLITIQUE et le régime des partis

• Nous choisissons la liberté

— Nous en défendons les exigences : la VERITE et la CLARTE

— Nous en voulons les conditions : la DIGNITE et la SOLIDARITE

— Nous en acceptons les conséquences : la RESPONSABILITE.

• Nous voulons engager avec sérieux le redressement économique

— Nous savons qu'aucun système, qu'aucune solution miracle ne remplacera l'innovation, le travail, la persévérance

— Au-delà des difficultés et souvent des drames, l'avenir offre à la France d'immenses chances nouvelles,

— Nous savons aussi que nos efforts seront inefficaces dans le désordre politique et le déficit économique du budget de l'Etat.

• Nous voulons prendre des moyens politiques clairs

— Nous voulons revenir au scrutin majoritaire, pour choisir nous-mêmes nos députés,

— Les Français doivent savoir qui est responsable du gouvernement de la France et nous rappelons que ce pouvoir n'appartient ni aux députés ni aux appareils des partis.

• Nous voulons défendre la Ve République

— Il ne peut y avoir deux pouvoirs à la tête de l'Etat,

— Le Président de la République assume seul la responsabilité suprême, il ne peut le faire sans la confiance des Français

— En cas de désaveu dans une élection nationale, il doit en tirer les conséquences, comme le Général de Gaulle en 1969

— Aucun député ne peut se substituer à la Nation pour permettre au Président désavoué de terminer son mandat.

DES PRINCIPES SIMPLES ET GENEREUX POUR UNE ACTION EFFICACE.

1. On ne fondera pas une société libre sans générosité, sans accueil, sans tolérance.

DEMOGRAPHIE : Il faut une politique volontariste de la natalité et donner une priorité au statut de la Famille.

IMMIGRATION : Il faut interdire l'immigration clandestine, revoir le code de la nationalité, favoriser l'insertion dans le respect des devoirs de tout citoyen.

SECURITE : Une société juste doit être défendue fermement, les peines appliquées juqu'à leur terme.
La première prévention c'est l'Education, chacun doit être conscient de cette responsabilité.

2. Une vraie liberté, une vraie responsabilité, voilà les impératifs pour demain.

ENSEIGNEMENT : Il doit être efficace. Les familles doivent pouvoir choisir librement l'Ecole et la formation de leurs enfants. Il faut revaloriser le rôle des enseignants, permettre les initiatives locales et donner une autonomie et une responsabilité vraie aux Etablissements scolaires et universitaires.

CULTURE : Moins de gaspillage pour sauver le patrimoine, aider les initiatives locales et le secteur culturel privé par voie fiscale.

COMMUNICATION : Les nouvelles télévisions et radios doivent être autorisées dans des conditions claires, publiques et équitables. Il faut donner une vraie chance aux créateurs.

3. Le succès est au bout de l'effort

EMPLOI - ENTREPRISE - POUVOIR D'ACHAT : L'effort de tous sera nécessaire, long et difficile ; il faut le retour à la vérité, à l'équilibre des comptes publics : l'Etat doit montrer l'exemple. Pour des entreprises compétitives : moins de charges, des procédures d'emploi et des temps de travail plus souples, encourager l'investissement productif. Dénationaliser avec réalisme et efficacité.

PROTECTION SOCIALE : Les acquis sociaux doivent être maintenus. Il faut favoriser les plus démunis et encourager les systèmes de retraite complémentaire.

4. Les institutions au service de la France

LA FRANCE DANS LE MONDE : Seule une France forte peut rester indépendante et jouer en Europe, le rôle moteur qui doit être le sien. La France agricole doit être défendue dans la Communauté Européenne. L'aide au tiers-monde est nécessaire, c'est la paix de demain. La politique étrangère sera crédible si elle est conduite clairement par le Chef de l'Etat.

DEFENSE : Il y a des urgences aujourd'hui pour la France de demain : l'espace est un enjeu capital. Il n'y a pas de dissuasion crédible si le Président qui en décide n'a pas la confiance des Français.

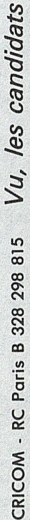
LES INSTITUTIONS : Qu'il s'agisse d'assurer le redressement économique, la sécurité, le progrès social, la diplomatie ou la défense, tout se tient. Il faut donc à la France une action cohérente. Le Président de la République ne peut agir avec efficacité qu'avec la confiance des Français. «En ce qui concerne nos institutions la confiance que se portent mutuellement les Français et le Président de la République, est à la base de notre situation intérieure et extérieure» Ch. DE GAULLE.

Le 16 mars entre l'ECHEC du socialisme et les COMPROMISSIONS politiques...

IL Y A UNE AUTRE SOLUTION

UNIS POUR DIRE UN VRAI NON* A M. MITTERRAND

* *Vrai : c'est-à-dire sans compromissions avec un Président désavoué.*



RASSEMBLER LES YVELINES POUR LA FRANCE

Liste d'union pour la défense de la V° République et le soutien à l'action de M. Raymond BARRE